



ELECTIONS LEGISLATIVES — SCRUTIN DU 12 MARS 1978
DEPARTEMENT DE LA MARNE — 2^e CIRCONSCRIPTION

Michel DELAITRE

1^{er} Adjoint au Maire de Reims — Conseiller Régional

CANDIDAT DU

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

... s'adresse à vous :

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Mes responsabilités municipales, les contacts que j'ai chaque jour avec les gens, permettent d'évaluer le bilan actuel de la situation : la plupart d'entre vous n'en peuvent plus. Le chômage grandit, entraînant l'insécurité et l'angoisse, l'inflation rogne en permanence le pouvoir d'achat. De nombreuses familles connaissent les privations, mais les cadences de production s'accroissent.

Dans le même temps, des gens s'enrichissent, dépensent en une soirée ce qu'un ouvrier ne gagne pas en une année... La crise n'est pas pour tout le monde !

Ce bilan est le fruit d'une politique délibérée de MM. Giscard d'Estaing, Barre, Chirac : faire payer toujours plus ceux qui produisent et ne pas toucher aux profits.

Ils manœuvrent contre le franc ; ils mettent en cause notre indépendance nationale.

Le scrutin de mars 78 présente une grande chance : **cela peut changer vraiment.**

Ce que nous voulons :

Nous, communistes, nous voulons une vie meilleure pour tous ceux qui, à l'heure actuelle, sont victimes de la politique du pouvoir.

- Nous voulons le SMIC à 2.400 F/mois.
- Une augmentation de 50 % des allocations familiales dès la 1^{re} année.
- Une 5^e semaine de congés payés.
- Un minimum vieillesse à 1.300 F/mois.
- L'augmentation des pensions et retraites, etc.

Les revenus des agriculteurs doivent être revalorisés et garantis. Les petites et moyennes exploitations agricoles et viticoles doivent être protégées.

Les moyens de cette politique existent

Il faut faire payer les riches, supprimer les gâchis de la production, relancer l'économie par un meilleur pouvoir d'achat, maîtriser par la nationalisation les secteurs clés de notre économie. Ces grandes orientations sont celles que propose le programme commun de gouvernement. Depuis 1972, le Programme Commun de gouvernement est porteur des espérances d'un nombre toujours grandissant de Françaises et de Français.

Nous regrettons vraiment que le Parti Socialiste en ait abandonné des aspects fondamentaux. Nous faisons des appels incessants et réguliers. Georges Marchais, le 21 février à Reims, a rappelé que nous étions prêts, à chaque instant, à négocier un accord sur le programme commun, le gouvernement et les désistements.

Nous voulons l'union, sur des bases claires, c'est le seul moyen de gagner.

L'enjeu : L'enjeu de ces élections est clair :

- Ou bien c'est la poursuite de la politique actuelle ;
- Ou bien c'est le changement par la mise en œuvre du programme commun dans sa totalité.

Voter pour les Candidats du Parti Communiste Français :

- c'est lutter contre l'austérité
- c'est faire payer les riches
- c'est agir pour l'union

Voter pour les Candidats du P.C.F., le 12 Mars :

- c'est engager la discussion le 13
- c'est gagner le 19

Même si vous n'êtes pas d'accord avec l'ensemble de nos propositions. Votre avenir dépend de vous. J'ai confiance...!

MICHEL DELAITRE

1^{er} Adjoint au Maire de Reims
Conseiller Régional

SUPPLEANTE :

CLAUDIE LECERF

Adjoint au Maire de Reims

CANDIDATS DU

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Vu : les Candidats

Coût des mesures sociales du Programme Commun de Gouvernement actualisé

Salaires et charges.	83	Milliards
Prestations sociales.	64	Milliards
TOTAL	147	Milliards

L'argent... le voilà :

Impôt sur les hauts revenus, Lutte contre la fraude fiscale, Impôt sur les fortunes.	40	Milliards
Impôts sur le capital et les sociétés	29	Milliards
Suppression des gâchis . . .	27	Milliards
Relance économique	111	Milliards
TOTAL	207	Milliards